

Analyse Rapide du Genre Haïti

L'impact du séisme 2021

Près de la moitié de la population de la région du Grand Sud a été affectée (800 000 personnes) par le tremblement de terre qui du 14 août 2021, et un tiers a besoin d'une aide humanitaire d'urgence (650 000 personnes). Il y a eu 2 248 personnes décédées, 12 763 personnes blessées et 329 personnes disparues. Cela vient dans un contexte très difficile pour l'Haïti, avec les impacts continuels du COVID-19, la situation politique, et les impacts des cyclones sur la zone.

C'est dans ce contexte que CARE et ONU Femmes lancent cette Analyse Rapide du Genre pour comprendre comment ces impacts tombe sur les personnes des genres différentes et avec les âges et vulnérabilités différent. Au total, entre le 25 Août et 2 Septembre, 2021 l'exercice a permis de consulter environ 1 088 personnes par méthodes de collecte de données en personne, et plus de 3200 personnes par le biais de méthodes mobiles et en ligne (en total, 49% femmes et 51% hommes). Cela couvre les départements de Grand Anse, Nippes, et Sud.

Messages Cles

- L'abris est un besoin prioritaire, surtout pour les femmes et les filles.** 63% des organisations interviewées et 50% des jeunes dit que l'abris et le premier souci maintenant. On estime qu'il y a 21% et 76% de plus de femmes que d'hommes dans la Grand 'Anse et les Nippes, respectivement, qui n'ont pas d'endroit où vivre à la suite du tremblement de terre. 18% de femmes et 12% des hommes interrogés se trouvent sans abri, tandis que le 53% des femmes et 56% des hommes dorment à côté d'une maison endommagée.

« Maintenant, il y a beaucoup plus de violences compte tenu de l'absence de manque de nourriture... »
- Informant, les Cayes
- La violence base sur genre devient une crise grave.** 70 % des femmes et des hommes interrogés ont indiqué que leur peur de la violence sexuelle avait augmenté depuis le tremblement de terre. 43% des leaders communautaires et 75% des jeunes disent que la VBG est augmenté depuis le séisme. 70% des organisations disent que les femmes et les filles sont les plus au risque du VBG.
- Les moyens d'existence deviennent un problème, surtout avec les marchés perturbés.** 33% des hommes et des femmes ont noté une réduction des activités réénumérées. 23% des femmes adultes et 8% des hommes ont vu que les activités économiques sont interrompues. 48% des membres de la communauté rapportent que l'oisiveté constitue le changement le plus important dans leur vie quotidienne. 57% des filles ont perdu leurs capital productif—la partie de la population le plus touchés par ce problème.
- 60% des communautés manquent l'accès à l'eau.** 24% femmes ont souligné de manière disproportionnée le risque de maladies contre 5% pour les hommes. Les femmes et les filles ont la corvée d'eau dans cette situation, et aussi de leurs besoins spécifiques d'eau pour leur hygiène menstruelle.
- La sante est à risque, surtout la sante mental.** 32% des personnes signale le trauma psychologique comme impact grave. 68% des prestataires de services constatent que les femmes n'avaient qu'un accès limité ou nul aux soins de santé. Les risques sont élevés pour les femmes enceintes (selon 46% des prestataires de services) et les personnes avec les handicapés (selon 27% des prestataires).
- Les besoins de sécurités alimentaires montent.** 60% des répondants, et 76% des organisations disent que la nourriture est un des besoins principaux. 33% des filles—contre 28% des garçons—disent que la sécurité alimentaire est leur premier souci. Seuls ceux qui ont la force physique peuvent accéder aux distributions, les femmes qui généralement restent sur place avec les enfants n'ont pas accès. Les autres groupes sont aussi à risque. « Dans notre société on ne voit pas de bon œil la communauté de LGBT, par contre on comprend plus ou moins les handicapés-es et les personnes avec des maladies chroniques » groupe de femmes.
- L'information est essentielle, sur plusieurs canaux.** 41% des organisations disent que la manque d'information créer une difficulté pour la population, surtout par rapport à l'accès à l'aide. Seule 7% des femmes dans la zone ont accès à l'internet, donc il faut partager l'information avec plusieurs méthodes.

La réponse jusqu'à présent

- **Les femmes jouent une partie critique de cette réponse.** 79% de la population perçoit que les femmes participent à une grande partie du processus de réponse. Plusieurs informant clés ont fait cas de la visite de soutien et du rôle que les dirigeantes des femmes ont joué dans les opérations de sauvetage. « Les dirigeantes femmes sont confrontées à un sauvetage des femmes et d'urgence, ils ont essayé de faire de l'éducation des femmes et des enfants sur le passé », rapporte un leader communautaire de Corail.
- **On doit renforcer le leadership des femmes.** 22% des organisations notent que la présence des femmes dans la prise de décision est plus faible, même si elles participent à la réponse. La plupart des prestataires de services disent que femmes avaient joué un rôle informel dans la réponse au tremblement de terre, mais elles n'avaient joué qu'un rôle limité, dans la gestion de la réponse, avec un manque général de femmes leaders. C'est seulement au Sud ou les femmes ont un rôle significatif comme dirigeants de la communauté, et la c'est seulement 20%.
- **L'organisation manque.** 43% des organisations disent que l'assistance actuel est mal organisée et inéquitable, avec un ciblage inadéquat. Selon une personne interviewée « les agences chargées de l'aide humanitaire ont travaillé dur pour fournir des soins mais de nombreuses femmes et jeunes filles n'en ont pas bénéficié, en raison d'un manque d'information, de mauvaises infrastructures de transport et du coût trop élevé de certains coûts non inclus dans la liste des prestations gratuites ».
- **L'aide ne répond pas aux besoins essentiels.** 47% des organisations disent que l'aide qui vient ne suffit pas. D'après les entretiens avec les hommes et les femmes membres des communautés, l'assistance alimentaire en cours est insuffisante et n'atteint pas ces groupes vulnérables. Selon ces groupes, dans certains sites, aucune aide alimentaire ou non-alimentaire (tels que les kits hygiènes) n'est disponible.
- **Il faut prendre en compte les services et les espaces sur pour les femmes et les filles.** 85% des femmes et 74% des filles disent qu'il n'existe pas les espaces adaptés pour les femmes. Seulement 8% des femmes et 11% des filles (contre 12% des hommes et 38% des garçons) disent qu'elles ont accès aux distributions de nourriture. Entre 50 et 60 % des femmes ne se sentent pas en sécurité lorsqu'elles utilisent des latrines. 18% des femmes compare à 60% des hommes disent qu'elles ont accès aux latrines.

« Nous sommes la force, nous pouvons vraiment aider à donner des réponses positives à ce tremblement si et seulement si nous acceptons de nous unir et mettre en évidence nos savoir-faire et notre énergie ensemble »

-Groupe de femmes de Mercie, 9e

« Grande négociatrice, les femmes ont des choses à dire mais elles ne sont pas écoutées »

- Répondante de Petit trou de Nippes.

Recommandations

- **La participation.** Assurer que les opérations de recensement et de distribution soient planifiées et conduites de façon participative en collaboration avec les hommes et les femmes leaders communautaires.
- Renforcer la capacité des femmes, et organisations dirigées par des femmes, en matière de participation responsable et de leadership en situation d'urgence et renforcer **la participation inclusive des femmes aux instances de prise de décisions.**
- **Générer les données désagrégées par sexe** concernant l'impact précis sur les femmes et filles ainsi que les relations genre afin de mieux mesurer les conditions différenciées et cibler les besoins prioritaires des groupes dans les situations les plus vulnérables.
- **Créer des mécanismes de consultation de la société civile et des canaux d'engagement communautaire** significatifs, incluant un dialogue permanent avec les communautés touchées afin d'intégrer les besoins prioritaires et de fournir des informations sur les ressources disponibles.
- Créer, dans le cadre de la réponse rapide, **les conditions de sécurité permettant de prévenir les risques de violence et d'abus sexuels** à l'encontre des femmes, des filles, des garçons et de la communauté LGTBQ+.
- **Fournir des mécanismes de rétroaction et de responsabilisation** de la communauté afin de créer des espaces de collaboration autour de la conception des programmes, de la transparence des opérations et des mécanismes de plainte sensibles au genre.